

DELIBERATION N° 96/03-09 - CREATION DE LA Z.A.C. DE LA JAUFATE

Monsieur REINSTADLER, Adjoint délégué à l'Urbanisme, rappelle au Conseil qu'un aménageur se propose d'urbaniser lieu-dits "La Jaufate", "sur la Jaufate" et "Champ Brûlé", un secteur situé en zone III NA du P.O.S.

Cette zone, d'une superficie d'environ 13 ha 39 a 62 ca, permettra d'accueillir un maximum de 136 logements, soit environ 70 maisons individuelles, un lotissement d'une dizaine de parcelles et 4 bâtiments collectifs représentant 56 logements.

L'urbanisation de ce secteur, comme le prévoit le Plan d'Occupation des Sols, se fera sous forme de zone d'aménagement concerté qui a fait l'objet d'une concertation préalable avec la population avant l'approbation du dossier de création de la Z.A.C. En conséquence, Monsieur REINSTADLER propose de créer la Z.A.C. de la Jaufate.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré,

Vu, le Code des Communes,

Vu, le Code de l'Urbanisme,

Vu, le Code des Impôts, notamment l'article 317 quater de l'annexe II,

Vu, le Schéma Directeur,

Vu, le Schéma de Secteur,

Vu, le Plan d'Occupation des Sols de la Commune,

Vu, le dossier de création et notamment l'étude d'impact,

Vu, le rapport de Monsieur le Maire tirant le bilan de la concertation,

décide à l'unanimité :

Article 1 – d'autoriser la création d'une Z.A.C. ayant pour objet l'aménagement et l'équipement de terrains en vue de la construction de bâtiments à usage d'habitation sur les parties du territoire suivantes : lieu-dits "La Jaufate", "sur la Jaufate" et "Champ Brûlé", délimitée par un trait continu sur le plan de situation au 1/1000 annexé au dossier,

Article 2 – la zone ainsi créée sera appelée Zone d'Aménagement Concerté de la Jaufate

Article 3 – En application de l'article R 311-4, l'aménagement et l'équipement de la zone seront confiés par la Commune, selon les stipulations d'une convention à une personne privée,

Article 4 – de mettre à la charge des constructeurs au moins le coût des équipements prévus à l'article 317 quater de l'annexe 2 du Code Général des Impôts, le périmètre de la Z.A.C. sera exclu du champ d'application de la Taxe Locale d'Équipement conformément à la délibération de la Communauté Urbaine du Grand Nancy en date du 23 Février 1996,

Article 5 – d'établir un plan d'aménagement de zone, suivant l'article R 311-3 du Code de l'Urbanisme,

Article 6 – d'indiquer que le programme global de construction comprendra 20 800 m² de SHON à usage d'habitation,

Article 7 – la présente délibération du Conseil Municipal sera transmise en Préfecture, fera l'objet d'un affichage en Mairie pendant un mois et mention en sera faite dans la rubrique d'annonces légales de deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département.